



n°26, août 2010

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI)

Le piège de la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest

Depuis le 11 septembre 2001, Français et Américains se sont progressivement installés dans l'idée que l'Afrique de l'Ouest sahélienne était en passe de devenir un nouveau sanctuaire pour Al-Qaïda. La logorrhée sur la vulnérabilité que représenteraient des Etats supposés « faibles » ou « faillis », au demeurant grands pourvoyeurs de migrants, leur contiguïté géographique avec le Maghreb, la dominance religieuse de l'islam en leur sein, voire la prégnance, dans leur histoire, d'une vieille tradition maddhiste, prompte au djihad, ont accrédité cette hypothèse dans l'esprit des décideurs¹. L'utilisation du Sahara nigérien, malien et mauritanien comme refuge par des groupes islamistes algériens, et les quelques prises d'otages occidentaux que ces derniers ont perpétrées ont paru donner raison aux Cassandre de l'antiterrorisme islamiste. Elles ont justifié non seulement l'aide militaire aux Etats sahéliens, mais aussi l'engagement direct de conseillers et de combattants américains et français sur leur sol. Depuis plusieurs années, Washington et Paris mènent une guerre en Afrique occidentale qui ne dit pas encore son nom.

¹ Dans son discours devant la XVIII^e Conférence des ambassadeurs, le 25 août 2010, Nicolas Sarkozy a réitéré cette analyse : « [...] Al Qaïda et ceux qui s'en réclament ont accru leur emprise et leur violence meurtrière dans certains Etats, du Pakistan au Mali [...] si la situation devait se dégrader, le risque serait grand de voir apparaître une chaîne continue liant les bases terroristes de Quetta et du Sud afghan à celles du Yémen, de la Somalie et du Sahel [...] au Sahel, la barbarie de la branche maghrébine d'Al Qaïda s'est à nouveau illustrée avec le refus de toute négociation et l'assassinat de Michel Germaneau. Ces terroristes cherchent à étendre leur emprise sur des immensités désertiques où les Etats peinent à affirmer leur présence. Pour la première fois, en juillet, un coup sévère a été porté aux terroristes grâce à une attaque menée par des forces mauritaniennes avec le soutien de la France. Je vous le dis : ce jour-là marque un tournant majeur. La France aide sans réserve les gouvernements qui lui en font la demande à former, équiper, renseigner les forces mobiles dont ils ont besoin pour éliminer des groupes qui menacent de déstabilisation tout le Sahel. » Et d'affirmer, dans un fondu enchaîné très approximatif : « Au cœur de cet arc de crise, il y a l'Iran. » Le président de la République a manifestement oublié l'histoire des Horaces et des Curiaces. Mieux vaut saucissonner les problèmes que les construire en un péril unique au risque d'unifier et de grandir l'adversaire, de mélanger les difficultés et de rendre inextricable leur démêlement.

Qui s'en indignera, puisqu'il y va, nous dit-on, de notre sécurité ? Sauf que, à force de crier au loup, on risque bien de le faire venir là où il ne frayait pas.

Le Sahel est l'une de ces zones liminales et grises que l'Etat n'a jamais entièrement contrôlées, bien qu'il les englobe et qu'elles ne vivent pas en dehors de lui, mais bien par rapport à lui, tant sur le plan politique que d'un point de vue marchand ou culturel. En tant que telle, la ceinture sahélienne est comparable à d'autres espaces de circulation et de dissidence, familiers aux historiens et aux anthropologues : ce que l'on a nommé, de manière aussi imagée qu'abusive, la Route de la Soie en Asie centrale ; l'Afghanistan et le Baloutchistan ; le Kurdistan ; ou encore les îles du détroit de Malacca, les montagnes et les forêts en Asie du Sud-Est. Dans ces interstices du système international d'Etats, des sociétés, généralement nomades, ont assuré le convoyage des hommes, des biens et des idées, quitte à se payer sur la bête au passage, par le brigandage, la piraterie, la guerre ou la contrebande. Elles ont entretenu avec les pouvoirs centraux de leur voisinage des relations ambivalentes, sur le mode du commerce, de la prédation, de l'affrontement, de l'alliance ou de la dissidence. Au Sahara et dans le Sahel, comme ailleurs dans le monde, ce sont des populations nomades qui ont joué les premiers rôles dans ces rapports de complémentarité, plutôt que d'altérité, avec l'Etat. On les y qualifie généralement du terme générique de Touareg, bien que certaines d'entre elles n'appartiennent pas à proprement parler à cet ensemble transsaharien et berbérophone. L'Etat colonial n'est jamais parvenu à les assujettir, et son successeur national n'y a pas mieux réussi, comme l'illustre la succession des rébellions au Mali, au Niger et au Tchad depuis les indépendances. Tout au plus a-t-il pu garantir, pour des durées plus ou moins longues, une paix relative grâce à diverses concessions politiques ou économiques.

On voit mal comment une intervention militaire étrangère obtiendrait de meilleurs résultats qu'un Etat, colonial ou national, fort de son appareil politique qui, certes, a toujours souffert d'une grande pénurie de moyens, voire de légitimité, mais dont le principe d'action est plus efficace que celui de la seule répression. Or, la première conséquence de l'ingérence occidentale sera d'évider ces Etats sahéliens, sur la « faiblesse » desquels on verse des larmes de crocodile, en obérant leur souveraineté, leur représentativité et leur crédibilité vis-à-vis de leurs citoyens. En outre, Français et Américains vont droit à l'échec sur le terrain. Leur puissance de feu et de renseignement ne doit pas faire illusion. Le précédent de la Somalie – sans même parler de celui de l'Afghanistan – rappelle qu'elle n'est pas suffisante dans des conflits asymétriques de ce genre. Et l'insécurité que les milices du delta du fleuve Niger ont instaurée depuis près de vingt ans en compromettant la production pétrolière du Nigeria met en lumière l'incapacité des armées classiques face à des résistances sociales de ce type. Il est vrai que de

bons esprits citent maintenant en exemple les milices de contre-guérilla que l'Algérie a levées dans les années 1990 pour étouffer les maquis islamistes. Si c'est ce que l'on veut faire dans le Sahel, que cela soit clairement dit, car l'Afrique de l'Ouest, en matière de « milicianisation » des conflits, a elle aussi une certaine expérience : en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire ! La tâche sera ici d'autant plus aisée que des sociétés dites secrètes de chasseurs, les *dozo*, sont d'ores et déjà disponibles pour cette tâche, dont on n'ose imaginer le coût humain.

Pis encore, l'intervention étrangère va agir comme une prophétie autoréalisatrice et finir par créer la menace qu'elle entend conjurer, non sans enclencher toute une série d'effets pervers. En dramatisant le danger de la lutte armée islamiste dans le Sahel, pour le moment très circonscrite, Américains et Français prennent le risque de cimenter la relation marchande et l'alliance conjoncturelle entre les groupes algériens qu'Al-Qaida a « franchisés » et les Touareg, sous la bannière d'une idéologie commune. En combattant l'islamisme du haut de leur arrogance (ou de ce qui est perçu comme telle par nombre de musulmans), ils donnent aussi à celui-ci des lettres de noblesse anti-impérialistes qui ne laisseront pas insensibles tous les damnés de ce morceau de terre. Et ce d'autant moins que les programmes d'ajustement structurel des années 1980-1990, le démantèlement des grandes filières agricoles (coton, cacao, café) que ceux-ci ont provoqué, la ruine des systèmes d'éducation et de santé publiques qu'ils ont précipitée, l'endigement coercitif de l'émigration que la libéralisation économique et l'inégalité sociale accélèrent, la caution plus ou moins honteuse apportée à la perpétuation des autoritarismes n'ont guère ménagé d'échappatoire à une jeunesse surnuméraire, avide de reconnaissance et de dignité, mais réduite à la subalternité. Depuis vingt ans, la guerre civile et la délinquance ont été les deux principales formes de mobilisation qui lui ont été laissées, de pair avec la rédemption religieuse. Autant dire que la désignation de l'islamisme comme ennemi principal de l'Occident (et de ses clients) dans la région, et sa répression, sont une façon de paramétrer politiquement la colère sociale des exclus, ceux du cru ou ceux de la diaspora en butte au racisme et à l'iniquité de la politique antimigratoire de l'Union européenne. Dans ses travaux, Roland Marchal a montré comment les Shebab somaliens ont acquis leur audience grâce à cette même conception erratique de la lutte contre Al-Qaida : « Elle a réussi à transformer une organisation groupusculaire en une force qui contrôle désormais 80 % du territoire du centre et du sud de la Somalie, et plus encore en termes de population. Au lieu d'affaiblir les Shebab, la stratégie contre-terroriste les a renforcés². »

Dans le Sahel, ce scénario catastrophe est susceptible de se greffer sur la politisation du grand refoulé, et même de l'impensé, de l'indépendance : celui de la mémoire de l'esclavage,

² Entretien avec Roland Marchal, *Libération*, 13 juillet 2010, p. 7.

omniprésente dans les relations sociales ordinaires, mais occultée par la lutte nationaliste – sauf dans la Guinée de Sékou Touré – au nom de l’unanimité anticoloniale. Selon les pays ou leurs provinces, de 20 % à 50 % de la population sont d’origine servile. La résurgence politique de cette question semble inéluctable à la faveur du multipartisme et de la réverbération au sud du Sahara du débat français sur l’esclavage. Or, l’islam, religion universaliste qui entend transcender les clivages de statut social au sein de l’umma, contrairement au préjugé qui prévaut en Occident, et qui historiquement, mieux que l’administration française, a contribué à l’émancipation des captifs au Sénégal par l’intermédiaire des confréries, peut procurer les moyens idéologiques de prendre en charge cette problématique du legs esclavagiste. Il en a notamment été ainsi dans le nord du Nigeria, par le biais de partis politiques populistes ou de mouvements maddhistes³. Dans les prochaines années, la captation de cette cause par le radicalisme islamique est une possibilité parmi d’autres, qu’il serait imprudent de favoriser.

Les dirigeants africains, quant à eux, ne seront pas en reste pour exploiter la grossière faute d’appréciation des Occidentaux. Ils voient dans la politique antiterroriste de ces derniers une nouvelle rente diplomatique, après celles de l’anticommunisme, de la libéralisation économique, voire, toute honte bue, de la « démocratie », pour légitimer et financer la perpétuation de leurs régimes autoritaires, sinon pour assurer leur suprématie régionale, à l’instar de l’Éthiopie dans la Corne. En juillet, le dernier sommet de l’Union africaine, qui s’est tenu en Ouganda dans la foulée de l’attentat de Kampala, attribué aux Shebab somaliens, n’a guère laissé de doutes à ce sujet. En retour, la reproduction des situations autoritaires, avec leur lot d’injustices sociales, sera le meilleur sergent recruteur du radicalisme islamique, qui trouvera d’ailleurs son répondant chrétien : le fondamentalisme pentecôtiste, en pleine ascension depuis trois décennies, dont l’influence n’a pas été étrangère à la déstabilisation religieuse du Nigeria et à la polarisation politique en Côte d’Ivoire depuis dix ans.

L’engagement militaire de la France et des États-Unis dans le Sahel s’inscrit de surcroît dans un contexte particulier qui le rend singulièrement périlleux. Les côtes guinéenne, sénégalaise et mauritanienne sont devenues les points de passage de deux commerces que les États occidentaux ont criminalisés : ceux des migrants (en direction de l’Europe) et des narcotiques (en provenance d’Amérique latine, et à destination du Vieux Continent ou du Golfe). Les routes contrebandières sahariennes sont le prolongement ou le doublement de ces voies d’échange du littoral. Touareg et groupes armés islamistes ne sont pas les seuls à prélever leur part de tribut. Différents incidents ont mis en lumière l’implication manifeste de dirigeants politiques, parfois très haut placés, en Guinée-Bissau, en Guinée, en Libye, voire au Sénégal,

³ J.-F. Bayart, *L’Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010, chapitre 5, et *L’État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 [2006], pp. 167 et suiv.

sans même parler des complicités dont bénéficient les trafiquants au sein des administrations exsangues de la plupart des Etats de la région. Selon toute vraisemblance, des organisations criminelles sont en passe de se constituer, à l'interface des réseaux mafieux latino-américains et italiens, des pouvoirs d'Etat et des sociétés transitives de l'espace ouest-africain. La lutte antiterroriste représentera pour ces nouveaux acteurs une formidable aubaine, qui viendra compléter les rentes des luttes antinarcoque et antimigratoire dont ils extraient d'ores et déjà des ressources substantielles.

A l'heure où les interventions militaires de l'Occident en Irak et en Afghanistan se soldent par le désastre annoncé, et la guerre contre la drogue par l'enkystement de mouvements et de gangs armés en Amérique latine, est-ce trop demander à nos gouvernements de réfléchir aux conséquences à terme de leurs choix dans le Sahel ? En quelques décennies, ils ont créé trois rentes globales dont l'exploitation est éminemment profitable du fait, précisément, de leur criminalisation à l'échelle internationale : celle du trafic de drogue, celle du convoyage des migrants condamnés à la clandestinité, celle de la revendication islamiste. Dans ces trois cas, c'est bel et bien la prohibition qui forme la valeur économique ou politique et sert les groupes que l'on prétend combattre, à savoir les narcotrafiants, les passeurs et les djihadistes. Si une révision drastique de cette stratégie absurde n'est pas amorcée, l'Afrique de l'Ouest sombrera inexorablement dans une configuration incontrôlable, à mi-chemin de ce que l'on peut observer au Mexique, en Colombie ou en Italie du Sud, pays avec lesquels elle est au demeurant en connexion étroite, mais aussi très comparable, *mutatis mutandis*, à celle de l'Afghanistan. Il faut cesser d'alimenter ce que l'on veut endiguer. Il faut cesser de faire monter les enchères. Il faut dissocier la santé publique en matière d'addiction de l'interdiction des narcotiques, restaurer des possibilités légales d'immigration, et apporter des réponses *politiques* à l'islam *politique* en lui accordant la représentation légale à laquelle il aspire pour contrer les groupuscules violents et ultraminoritaires qui s'en réclament. C'est à cette triple condition que l'on peut désamorcer la machine infernale saharienne dont l'opération ratée dans les confins du désert malien et l'exécution de l'otage français nous ont fait entendre le sinistre tic-tac en cette fin de mois de juillet.